

« Certaines conseillères d'État se sont montrées indignes de leurs fonctions »

écrit par Raphaël Pomey | 9 mai 2022

C'est un mercredi un peu plus agité que d'habitude, surtout hors session, sous la Coupole fédérale. Tout juste de retour de Kiev, la fameuse délégation de parlementaires va bientôt débiter sa conférence de presse et Yves Nidegger, collègue de parti de Michaël Buffat, nous fait ses adieux tandis que nous nous apprêtons à quitter le bar pour une table. Sans grande surprise, le conseiller national vaudois n'optera pas pour le muffin vegan. Nous non plus.

Trois semaines après le résultat des urnes, quel est votre état d'esprit ?

On est forcément déçu, quand on a raté une élection. Mais j'ai un œil qui rit et un œil qui pleure : je suis content que nous ayons pu renverser la majorité de gauche avec l'Alliance vaudoise, et je crois y avoir participé. D'un autre côté, j'aurais aimé continuer à porter ce projet avec mes colistiers. La population en a décidé autrement. C'est comme ça.

Vous pensez vraiment avoir «raté» cette élection ?

Logiquement, je n'ai pas réussi puisque je n'ai pas été élu.

Mais pouviez-vous réussir, surtout avec des villes clairement à gauche ?

C'est une bonne question. Je dirais que si on se lance dans une élection, c'est qu'on a la foi de pouvoir réussir. Moi je me suis lancé avec un projet pour le pouvoir d'achat des

Vaudois. A l'évidence, je n'ai pas réussi à convaincre que je pouvais être la personne capable de le mener à terme, même si en tant qu'équipe, encore une fois, nous avons gagné. Ce qui me met du baume au cœur, c'est de savoir que les quatre personnes élues seront capables de construire l'avenir du canton. Pour le reste, je dois encore analyser les résultats des votes, mais il est vrai que nous avons un sacré potentiel d'amélioration dans les villes.

Parmi vos partenaires élues, il y a Valérie Dittli, du «Centre»...

Depuis le début de la campagne, nous savions que nos alliés PLR étaient quasiment assurés d'avoir leur siège, mais que nous deux devrions nous battre. La pire des situations aurait été que ni elle ni moi ne soyons élus. Sincèrement, je suis content pour elle : c'est une personne très compétente, solide, brillante (ndlr voir son portrait en page 5). On a eu un bon feeling depuis le début de la campagne. Je ne me fais pas de souci pour elle.

Pour vous, la campagne a été très dure. Vous avez été particulièrement ciblé. Vous l'avez vécu comment ?

Cela faisait partie du plan de la gauche dès le début des élections. En décembre, déjà, on m'avait averti que je serais l'homme à abattre. Cela s'est amplifié au vu des résultats du premier tour. Dès ce moment, il a fallu me coller dessus tous les adjectifs négatifs de la terre.

Parmi ceux-ci, il y a eu «climato-sceptique»...

Oui, et que j'étais le parlementaire le plus à droite de la délégation vaudoise, aussi, ce qui n'est d'ailleurs pas

compliqué comme UDC. On a aussi dit que j'étais d'extrême-droite, bref, tout ce qu'on peut dire pour décrédibiliser une personne.

Y a-t-il des choses que vous ne pouvez pas pardonner ?

Peut-être que c'était une erreur de ma part, mais j'ai préféré faire le dos rond. Les critiques me paraissaient grotesques tant elles étaient extrêmes. J'aurais peut-être dû réagir un peu plus fort par moment. J'ai préféré défendre mon projet, sans m'abaisser à attaquer les personnes.

De toutes les critiques, laquelle vous a le plus touché ?

Comme politicien, j'ai appris à avoir le cuir épais, c'est surtout pour ma famille que certaines choses ont été difficiles à vivre. Je pense en particulier à des détournements qui nous visaient, Valérie et moi, sur Instagram. Ce que j'ai trouvé regrettable, c'est que des conseillères d'Etat en place se mêlent aux attaques basses. La présidente Nuria Gorrite, en particulier, a momentanément « liké » cette page dont certains éléments relevaient à mon sens du pénal. Ce n'est pas l'image que je me fais d'une personne à un tel poste, surtout quand son gouvernement investit massivement dans la prévention du harcèlement. Certaines attaques de madame Amarelle, dans la presse, m'ont également semblé indignes de sa fonction. En tout cas moi, je ne me suis pas laissé aller à faire ce genre de choses.

Ce que j'ai trouvé regrettable, c'est que des conseillères d'Etat en place se mêlent aux attaques basses.

L'avenir, pour vous, il est plutôt dans la politique ou dans

Le privé ?

On ne fait pas de politique pour poursuivre un plan de carrière. On en fait parce qu'on a ça dans les tripes, parce qu'on a besoin de défendre des idées. Je veux continuer. Si la question est : «Vais-je me présenter aux élections fédérales l'an prochain», la réponse est positive. Tant que j'aurai la foi de pouvoir être utile à mon pays, je continuerai.

N'y a-t-il pas des moments où vous vous dites que votre carrière professionnelle pourrait être plus riche sans un «frein» politique ?

Si on est du genre à calculer, on ne s'engage pas, et particulièrement pas à l'UDC. Il n'y a du reste pas que la carrière qui peut pâtir d'un tel mandat, il y a la famille également. Là, par exemple, je sors de trois mois sans l'avoir vue. Être en campagne, c'est rentrer à minuit pendant que ses proches dorment et repartir tôt le matin tandis qu'ils dorment encore. C'est une vie parfois éprouvante mais c'est plus fort que nous.